

N° DES BONS RACHETÉS*		

\* Si vous avez racheté plus de six titres, merci de bien vouloir remplir les autres numéros de souscription sur une feuille blanche.

## VOTRE SITUATION (À REMPLIR OBLIGATOIREMENT, QUELLE QUE SOIT LA FISCALITÉ APPLICABLE)

### DEMANDEUR

Etat civil	<input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Veuf(ve) <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Partenaire de PACS		
Nom de famille (nom de naissance)			
Nom d'usage			
Prénoms			
Date de naissance (JJ/MM/AAAA)			
Département, ville et pays de naissance (1)                      (2)                      (3)	(1)	(2)	(3)
Adresse	NB : à partir de 10 000 euros et si vous n'êtes pas résident français, fournir une déclaration en douane des titres.		
Résidence fiscale	<input type="checkbox"/> Française   Autres (préciser)		

### OPÉRATION RÉALISÉE PAR UNE PERSONNE POLITIQUEMENT EXPOSÉE (P.P.E) (cf. définition en annexe)

Exercez-vous ou avez-vous exercé depuis moins d'un an des fonctions politiques, publiques, juridictionnelles ou administratives (ou un membre direct de votre famille ou toute autre personne à laquelle vous êtes étroitement associée) ?  Non

Oui, moi même, préciser :  
 Fonction exercée :                      Pays d'exercice :  
 Oui, mon entourage, préciser :  
 Fonction exercée :                      Pays d'exercice :  
 Lien :  
 Nom / Prénom :                      Date de Naissance :

### PROFIL FINANCIER

Profession : (si retraité indiquer également la dernière profession exercée)	
Secteur d'activité :	
Montant global de votre patrimoine financier :	
Montant global de votre patrimoine non financier :	
Revenus nets annuels du foyer :	

### VOTRE OPÉRATION

#### INFORMATIONS SUR LE PORTEUR

Êtes vous le souscripteur des bons ?  Oui    Non si OUI précisez : Date de souscription :                      Lieu de souscription :

Si NON : Connaissez-vous le souscripteur ?  Oui    Non

Si OUI précisez :                      Si NON : Connaissez-vous le dernier porteur des bons ?  Oui    Non

Son nom de naissance :		Son nom de naissance :	
Son nom d'usage :		Son nom d'usage :	
Son prénom :		Son prénom :	
Sa date de naissance :		Sa date de naissance :	
Nature de votre lien avec le souscripteur :		Nature de votre lien avec le souscripteur :	
Vous a-t-il remis les bons directement et de son vivant ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		Vous a-t-il remis les bons directement et de son vivant ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

Indiquez le fait générateur de l'entrée en possession des titres : donation, succession, acquisition à titre onéreux

Si vous n'êtes pas le souscripteur, **joindre un justificatif probant de l'entrée en possession des titres** :

- en cas de décès : l'acte de décès ou copie de l'acte notarié ou de la déclaration de succession
- en cas de donation : copie de l'acte sous seing privé dûment enregistré, de la déclaration de don manuel à l'administration, ou attestation sur l'honneur du donateur accompagnée d'une copie de sa pièce d'identité.

#### OBJECTIF DE L'OPÉRATION

Achat immobilier  Financement de travaux  Achat de voiture  Transfert d'épargne  Donation

Autre, préciser :

#### FISCALITE EN VIGUEUR AU 01/01/2018

A partir du 01/01/2018 et indépendamment de la date de souscription des titres, avant ou après le 01/01/1998, le régime fiscal appliqué ne peut être que **NOMINATIF**.

Les prélèvements sociaux seront dus dans tous les cas.

- Pour les produits issus des versements réalisés avant le 26/09/1997 : pas de taxation, hors prélèvements sociaux.
- Pour les produits issus des versements réalisés entre le 26/09/1997 et le 26/09/2017
  - Intégration à la déclaration annuelle des revenus
  - Prélèvement forfaitaire libératoire (PFL)
- Pour les produits issus des versements réalisés à partir du 27/09/2017
  - Durée du contrat de moins de 8 ans : Application du prélèvement forfaitaire Non libératoire au taux de 12,8%.
  - Durée de plus de 8 ans : Application du prélèvement forfaitaire Non libératoire au taux de 7,5%.

Quelle que soit la durée du contrat, il est possible à l'adhérent/souscripteur de demander chaque année une dispense d'acompte au Prélèvement Forfaitaire Non Libératoire sur les revenus encaissés si et seulement si il répond aux conditions d'éligibilité définies par la loi (attester d'un revenu fiscal de référence inférieur à 25 000 € pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs ou 50 000 € pour les contribuables soumis à imposition commune).

Demande de dispense de Prélèvement Forfaitaire Non Libératoire (PFNL)

En sollicitant la dispense, j'atteste sur l'honneur que le revenu fiscal de référence de mon foyer fiscal figurant sur mon avis d'imposition établi au titre de l'avant-dernière année précédant le paiement de produits de mon contrat d'assurance vie est inférieur aux seuils en vigueur.

Exonération des produits<sup>(1)</sup> lorsque la personne demandant le remboursement (ou son conjoint ou son partenaire de PACS) est licenciée avec inscription à Pôle Emploi, mis à la retraite anticipée, en invalidité (2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie de la Sécurité Sociale au sens de l'article L.341-4 du code de la Sécurité sociale), ou en cessation d'activité non salariée suite à un jugement de liquidation judiciaire.

<sup>(1)</sup> Joindre obligatoirement la pièce justificative

## VOTRE DÉCLARATION

- Je déclare exact l'ensemble des renseignements communiqués.
- Cette demande sera réalisée conformément aux conditions générales et note d'information du (des) contrat(s) en cours.
- J'accepte par avance de fournir tout renseignement ou pièce justificative sur la destination en cas de sortie de mon ou mes titres de capitalisation dans le cadre des obligations auxquelles est soumis tout assureur en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.
- La collecte de ces données est rendue obligatoire par les dispositions du Code monétaire et financier sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, elles sont également susceptibles d'être utilisées à des fins de gestion contractuelle et des différentes obligations pesant sur CNP Assurances qui agit en qualité de responsable de traitement.
- Ces données sont également susceptibles d'être communiquées à l'intermédiaire en assurance de CNP Assurances et à ses prestataires.

Conformément au Règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD) et à la Loi « Informatique et Libertés » modifiée, la collecte de vos données à caractère personnel est nécessaire pour la gestion de votre dossier par CNP Assurances ou l'une de ses filiales.

Les traitements mis en œuvre ont pour finalités : la passation, la gestion et l'exécution des contrats d'assurance ; l'élaboration des statistiques et études actuarielles ; l'exercice des recours et la gestion des réclamations et contentieux ; l'exécution des dispositions légales, réglementaires et administratives en vigueur notamment la lutte anti-blanchiment, contre le financement du terrorisme et contre la fraude ; les opérations relatives à la gestion des clients ; les statistiques commerciales ; l'amélioration du service au client permettant de proposer des produits ou services réduisant la sinistralité, d'offrir un contrat ou une prestation complémentaire ; la gestion des avis des personnes sur les produits et services.

CNP Assurances ou l'une de ses filiales pourra en outre utiliser vos données à caractère personnel pour vous adresser des offres ouvertes à tous nos assurés mais qui sont particulièrement adaptées à votre profil.

Les destinataires de ces données personnelles, sont, dans le strict cadre des finalités énoncées ci-dessus : les personnels dûment habilités de CNP Assurances ou l'une de ses filiales, de leurs prestataires, partenaires, sous-traitants, réassureurs respectifs et, s'il y a lieu, les organismes sociaux des personnes impliquées, les intermédiaires d'assurance, ainsi que les personnes intéressées au contrat.

Vos données seront conservées, jusqu'à expiration à la fois des délais de prescription légaux et des délais prévus par les différentes obligations de conservation imposées par la réglementation (<https://www.cnp.fr/particuliers/info-reglementee>).

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement de vos données personnelles. Lorsqu'un consentement est nécessaire au traitement, vous disposez du droit de le retirer. Sous certaines conditions réglementaires, vous disposez du droit de demander la limitation du traitement ou de vous y opposer.

Vous pouvez également demander la portabilité des données que vous avez transmises lorsqu'elles étaient nécessaires au contrat ou lorsque votre consentement était requis.

Vous pouvez exercer ces différents droits en vous rendant sur <https://contacts.cnp.fr/donnees-personnelles-rgpd>, ou en contactant directement le service DPO par courriel ([dpo@cnp.fr](mailto:dpo@cnp.fr)) ou par courrier : CNP Assurances - Service DPO, TSA n° 16939, 4 Promenade Cœur de ville 92130 Issy-les-Moulineaux .

Vous disposez également du droit de prévoir des directives relatives au sort de vos données à caractère personnel après votre décès.

Les réclamations touchant à la collecte ou au traitement de vos données à caractère personnel pourront être adressées au service du Délégué à la Protection des Données, dont les coordonnées ont été précisées ci-dessus. En cas de désaccord persistant concernant vos données, vous avez le droit de saisir la CNIL à l'adresse suivante : Commission Nationale Informatique et Libertés, 3 place de Fontenoy 75007 Paris, <https://www.cnil.fr/fr/vous-souhaitez-contacter-la-cnil>, 01 53 73 22 22.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature(s)\*

\_\_\_\_\_

*\*Indiquer pour les mineurs : parents du mineur ou père ou mère ou tuteur et pour les majeurs protégés : tuteur ou curateur de sauvegarde de justice ou mandataire de protection ou personne habilitée*

## ANNEXE : PERSONNE POLITIQUEMENT EXPOSÉE

Est considérée comme Personne Politiquement Exposée toute personne qui exerce ou a cessé d'exercer depuis moins d'un an les principales fonctions suivantes : chef d'État ou de gouvernement, membre de gouvernement ou de la Commission européenne, parlementaire, membre de l'organe dirigeant d'un parti politique, ou d'une cour des comptes, membre de la direction d'une banque centrale, ambassadeur ou consul, officier supérieur assurant le commandement d'une armée, membre de la direction d'une entreprise publique ou d'une institution internationale publique, dirigeant d'une institution internationale. Sont assimilés aux PPE les membres directs de leur famille ainsi que toutes autres personnes connues pour leur être étroitement associées.